ASSEMBLÉE NATIONALE

23 juin 2016

ÉGALITÉ ET CITOYENNETÉ - (N° 3851)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N ° 1414

présenté par
Mme Carrey-Conte

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 15, insérer l'article suivant:**

Les organismes consultatifs créés par l'État, et ayant vocation à traiter de thématiques spécifiquement liées à la jeunesse dans le champ de l'article 34 de la Constitution, assurent une représentation effective des moins de trente ans au sein de leur organes délibérants.

Les conventions conclues entre l'État et des collectivités territoriales, des établissements publics, des organisations professionnelles et syndicales ou des associations, et ayant vocation à créer des organismes traitant de thématiques spécifiquement liées à la jeunesse dans le champ de l'article 34 de la Constitution, assurent une représentation effective des moins de trente ans au sein de ces organes délibérants.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Dans la continuité des préconisations du CESE¹ et de France Stratégie², cet amendement a pour objet d'assurer une représentation des jeunes au sein des organes dédiés aux questions les concernant, qu'ils soient créés directement en application d'une loi ou par le biais d'une convention.

Cet amendement vise donc à permettre aux premiers intéressés de participer effectivement aux orientations prises en leur nom. Outre la satisfaction évidente d'un impératif démocratique, cette participation systématique contribuerait à enrichir la compréhension des enjeux par le reste des acteurs concernés, et à améliorerait in fine la qualité et la légitimité des décisions prises.

Dans le même temps, cette inclusion serait une occasion supplémentaire pour la jeunesse de se former à l'engagement et aux responsabilités. Elle permettrait à chaque jeune de s'investir dans les institutions qui l'entourent, et contribuerait à susciter un engagement citoyen durable.